

La Majorité menace

Le torchon brûle davantage entre le pouvoir et l'opposition. Les dernières déclarations du président de l'Union pour la République (UPR) rapportées par un site d'information mauritanien laissent présager que la " tranquillité " relative de l'opposition est sérieusement menacée. Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Lemine ne se contente pas seulement de rétorquer aux attaques de la Coalition de l'Opposition Démocratique (COD), comme il a l'habitude de le faire, mais menace : On ne peut permettre à cette opposition-là de continuer à " tenir des propos qui menacent la sécurité et la stabilité du pays et empêchent la mise en œuvre des programmes de développement que le gouvernement a conçus dans le cadre du programme électoral du président Mohamed Ould Abdel Aziz " ", selon le président de l'UPR.



La Majorité menace

Le torchon brûle davantage entre le pouvoir et l'opposition. Les dernières déclarations du président de l'Union pour la République (UPR) rapportées par un site d'information mauritanien laissent présager que la " tranquillité " relative de l'opposition est sérieusement menacée.

Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Lemine ne se contente pas seulement de rétorquer aux attaques de la Coalition de l'Opposition Démocratique (COD), comme il a l'habitude de le faire, mais menace : On ne peut permettre à cette opposition-là de continuer à " tenir des propos qui menacent la sécurité et la stabilité du pays et empêchent la mise en œuvre des programmes de développement que le gouvernement a conçus dans le cadre du programme électoral du président Mohamed Ould Abdel Aziz " , selon le président de l'UPR.

La situation politique du pays est désormais claire entre la majorité présidentielle et les partis de l'opposition. Dorénavant, on sort de ce " kelemti kelemtat " (une sorte de " ma parole contre la tienne) pour entrer dans l'utilisation des vieilles méthodes, des grands moyens dont usent et abusent les régimes adeptes de la force, pour mettre un terme aux " incursions " de l'opposition dans le domaine réservé de la majorité : la gestion des affaires de l'Etat, pour cinq ans.

En brandissant -lors d'une interview dont résumé a été fait en Page 6 du présent journal- la menace d'user de moyens autres que ceux qui donnent à la Coalition des Partis de la Majorité (CPM) la possibilité d'utiliser des contre-arguments contre les arguments de l'opposition, le président de l'UPR cherche-t-il à intimider ses adversaires ou à replonger le pays dans l'époque sombre de l'usage de la force brute, de l'emprisonnement, dont a usé et abusé l'ancien régime ? C'est en tout cas, pour nombre d'observateurs, la preuve que la Majorité a perdu la bataille de la communication. La mise en place d'une nouvelle stratégie n'a apparemment pas permis de freiner la remontée de la cote de la COD qui, en profitant des erreurs du gouvernement et de l'effacement inexplicable de la majorité présidentielle, n'a cessé de marquer des points. Cette force du Verbe qui a permis à l'opposition de compenser sa faiblesse numérique, au niveau du Parlement et des formations politiques constituant les deux coalitions, est en train de déstabiliser un pouvoir que les critiques gênent tant.

Jouer le jeu

Il n'y a aucun mal à ce que l'opposition tente, sans réel pouvoir, de tirer au clair des questions qu'entoure un flou total. Si seulement le parlement sur lequel règne la majorité présidentielle avait accepté de jouer pleinement son rôle, en ne se confondant pas avec le gouvernement, on n'en serait pas arrivé là.

On semble ainsi refuser à l'opposition démocratique d'user du même stratagème que l'ex-présente majorité avait pourtant usé pour déstabiliser le pouvoir de l'ex président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. Tout le monde se rappelle de ce qui a été dit - et écrit - contre le président et son entourage, notamment le flot d'accusations à la limite de l'injure contre la fondation de Khattou Mint El Boukhary.

Aujourd'hui que le pouvoir est dans la ligne de mire, le meilleur moyen de se défendre est d'apporter la preuve qu'il n'est pas en train de commettre les erreurs qu'il fustigeait hier et dont la critique a été présentée comme argument fort du coup de force du 6 août 2008.

La majorité n'a pas à pousser le pouvoir vers l'escalade. Avoir déjà réussi à convaincre le président de la République que le dialogue avec l'opposition ne doit avoir lieu qu'à ses conditions est en soi une manière de se dérober.

En fait, le problème, qu'on le veuille ou non, n'est pas dans la manière dont l'opposition apprécie le pouvoir (le président de la République), dans sa disponibilité à dialoguer ou à attendre tran-



quillent les prochaines échéances électorales, mais bien dans la faillite du gouvernement de Moulay Ould Mohamed Laghdaf. C'est bien parce que le Premier ministre n'arrive pas à impulser un nouveau souffle à son équipe que le président se trouve exposé aux critiques de l'opposition et au regard inquisiteur de populations qui attendent tout de lui.

Oui, " la meilleure défense est d'attaquer " mais seulement quand le gouvernement passe à l'action. Sur les questions de sécurité, il a toute la latitude d'évoquer des raisons de secret défense pour ne rien dévoiler de l'usage qu'il fait des ressources mobilisées pour la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières mais on ne peut accepter que le pouvoir continue à parler de la lutte contre la pauvreté alors que rien n'est visible sur le terrain. La seule manière de couper l'herbe sous les pieds de l'opposition est de cesser de répondre aux discours fustigeant l'action du gouvernement par un discours dithyrambiques mettant en avant des actions concrètes. C'est en cela que le président Mohamed Ould Abdel Aziz doit comprendre que l'actuel gouvernement doit partir. Qu'un tel choix corresponde au désir de l'opposition n'est pas le plus gênant, quand on sait que le maintien de l'équipe actuelle ne fait qu'accroître le malaise politique et social.

Contradictions

Que l'opposition cherche à pousser le pouvoir dans ses derniers retranchements n'est pas en soi une mauvaise chose. Surtout quand elle estime avoir été grugée lors de la dernière élection présidentielle et pense que l'action du gouvernement actuel est susceptible d'enfoncer encore plus le pays dans le mal développement. Mais la majorité dispose, elle aussi, du droit à la réplique, sans pour autant chercher à pousser le gouvernement à faire de l'escalade la meilleure arme de sa défense. Une tournure qu'elle soupçonne l'opposition de rechercher par ses insinuations relatives à l'usage fait de 50.000.000 de dollars US, dont de l'Arabie saoudite du temps de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, et qui est en train d'empoisonner le climat politique en Mauritanie. Cette affaire, et toutes celles liées à la gestion économique du pays (antérieure à l'élection présidentielle du 18 juillet 2009) relèvent d'un passé qu'il est inutile de remuer. Un peu à l'image de " l'oubli ", volontaire ou non, de l'avant 3 août 2005, de la transition militaire 2005 - 2007 et du mandat écourté de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. C'est la seule manière de ne pas réveiller les vieux démons du passé.